



---

## Communiqué

Pour diffusion immédiate

### Parle-Ouère sur l'antibilinguisme, l'Acadie et la francophonie

**Moncton, le 22 janvier 2018** - Une discussion publique dans le cadre d'un Parle-Ouère de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick a eu lieu au campus de Moncton de l'Université afin de comprendre l'antibilinguisme qui gagne du terrain dans les sphères politiques de l'Ontario et de l'Acadie et d'envisager des pistes d'action.

La discussion a d'abord été menée par huit universitaires pour ensuite être élargie au public présent. Plus de 150 personnes étaient présentes à l'événement.

« L'intérêt suscité par cette discussion et la mobilisation rapide des participantes et des participants montrent l'urgence de comprendre et d'agir sur les enjeux linguistiques au Nouveau-Brunswick, en Ontario et ailleurs au pays », affirme Éric Forgues, coorganisateur de l'événement.

Alors que nous célébrons cette année le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Loi sur les langues officielles dans la province, le contexte politique actuel en matière linguistique n'est guère rassurant pour l'Acadie et la francophonie canadienne.

« Après 50 ans de Loi sur les langues officielles, c'est incroyable d'en être encore là au Canada, avec des préjugés, des peurs, des leaders prêts à tout pour se faire du crédit politique sur le dos de minorités qui se battent avec courage contre leur assimilation. Nous avons voulu ce débat pour encourager d'autres et pour protester. Je crois qu'il est temps, en francophonies, de nous faire entendre bien plus fermement que par le passé, et de lutter contre notre intimidation collective », soutient Christophe Traisnel, coorganisateur de l'événement.

Cette discussion a permis de montrer l'importance de se mobiliser sur les enjeux linguistiques afin de continuer à faire progresser l'Acadie et la francophonie.

« Dans le climat actuel, il est essentiel que la population acadienne et francophone de notre province se mobilise autour de nos institutions communautaires et universitaires afin qu'on puisse faire front commun dans nos revendications pour le maintien de nos acquis. Après 50 ans de bilinguisme officiel, il n'est pas question que nos communautés reculent d'un iota en ce qui a trait à nos droits linguistiques. Il faut que nous trouvions une

façon de vivre ensemble sur notre territoire. Toutefois, pour ce faire, il est primordial que soit respectée la spécificité acadienne ainsi que la contribution de nos citoyennes et citoyens francophones à l'avancement de notre province », exprime Robert Melanson, président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

D'autres réflexions, d'autres discussions et, surtout, d'autres actions sont nécessaires pour sensibiliser la population et la mobiliser autour de ces enjeux cruciaux pour l'épanouissement non seulement de l'Acadie et de la francophonie, mais de l'ensemble de la société canadienne. Comme toute crise, la crise actuelle devrait inciter les leaders non seulement à résister à l'antibilinguisme, mais à trouver des solutions inédites pour que l'épanouissement d'une communauté ne soit pas perçu comme se faisant aux dépens de l'autre.

L'événement a été organisé par l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, les Hautes Études publiques de l'Université de Moncton, la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick et la Chaire Senghor de la francophonie de Moncton.